



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 17 février 2026

**Direction générale
de l'administration
et de la modernisation**

Direction des Immeubles et de la logistique

Mission France
57 boulevard des Invalides
75007 PARIS

<p>Programme de désamiantage et de renforcement structurel du bâtiment 1 du CADN</p>

1. Objet de l'opération

La présente opération a pour objet le désamiantage et le renforcement structurel du bâtiment 1 du Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN).

Elle intègre également :

- La mise en conformité du bâtiment 1 au regard des normes de sécurité incendie et de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR) ;
- La relocalisation temporaire des agents du bâtiment 1 vers le bâtiment 3.

Cette opération constitue une première étape de sécurisation du site dans la perspective du projet global d'extension du CADN actuellement en cours de programmation.

2 -Présentation du CADN et du bâtiment 1

Le Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN) est l'un des deux sites nationaux de conservation des archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Implanté rue du Casterneau, à l'est de Nantes, il conserve principalement :

- Les archives rapatriées des services extérieurs du ministère (ambassades, consulats, services culturels et de coopération) ;
- Des fonds historiques issus des protectorats et mandats français au Moyen-Orient ;
- Les archives intermédiaires des services du MEAE implantés à Nantes, ainsi que de la sous-direction des Visas du ministère de l'Intérieur.

Le bâtiment 1, situé à l'entrée du site, est central dans l'accueil du public et le fonctionnement du centre. Il comprend :

- Au rez-de-chaussée : une salle de lecture, un espace d'exposition et plusieurs bureaux ;
- Aux étages : des bureaux pour les agents ainsi que des magasins d'archives et de bibliothèque historiques, dont certains présentent des fragilités structurelles et des matériaux amiantés.

Le climat en magasins, point d'attention particulier car garant de la bonne conservation des fonds historiques, est relativement stable, la température et l'hygrométrie demeurant généralement dans la fourchette admise par les recommandations du service interministériel des Archives de France (Service interministériel des Archives de France, [Règles de base pour la construction et l'aménagement d'un bâtiment d'archives- 5e révision-2023](#)).

Le bâtiment accueille environ 20 agents, et il est ouvert quotidiennement au public (chercheurs, étudiants et particuliers) via ses espaces de consultation surtout, et ses espaces d'accueil de groupes et d'exposition. L'opération vise à sécuriser durablement ce bâtiment et à préserver ses fonctions mixtes.

2.1 – Désamiantage du bâtiment 1

L'opération prévoit un désamiantage complet des zones contaminées, suite au diagnostic avant démolition réalisé par Veritas (Cf. annexe)

L'amiante est notamment présente dans les enduits projetés de plusieurs parois murales intérieures (étages 1 et 3) ainsi que dans les faux plafonds du 3^{ème} étage. En raison de la présence de matériaux amiantés en état dégradé, des mesures d'empoussièrement sont réalisées périodiquement, lesquelles ont révélé une concentration < 1,4 fibres par litre d'air sur un point de mesure, certes en deçà des seuils réglementaires mais justifiant néanmoins une intervention rapide par mesure de prévention et de protection des agents.

L'opération de désamiantage devra respecter les protocoles réglementaires en vigueur et concernera l'ensemble des zones concernées (locaux techniques, cages d'escaliers et étages supérieurs). Le désamiantage constitue l'une des étapes préalables indispensables à la réalisation des travaux de renforcement structurel du bâtiment 1 et à sa mise en conformité globale. Il s'inscrit plus largement dans une démarche de sécurisation et de réhabilitation du bâtiment à usage mixte (archives, bureaux, accueil du public).

2.2 – Renforcement structurel du bâtiment 1

Le renforcement structurel du bâtiment 1 constitue un axe majeur de l'opération, tant du point de vue de la sécurisation du site que de son adaptation aux futurs usages.

L'intervention concerne principalement la consolidation de la structure bois intérieure, en particulier les planchers des niveaux R+1 à R+3, dans l'objectif explicite de garantir une capacité portante minimale de 500 kg/m² (avec un objectif optimisé à 900 kg/m² sous conditions techniques et budgétaires). Ce niveau de portance minimal est requis pour garantir la compatibilité des planchers avec les fonctions d'usage projetées a minima aux étages supérieurs.

Les interventions recommandées par le diagnostic structure (M. Pericolo) incluent notamment:

- La dépose et la reprise des planchers bois ;
- La mise en œuvre de panneaux techniques ;
- Le renforcement des structures verticales (poteaux bois) ;
- Les traitements coupe-feu et parasitaires ;
- Les dispositifs de contreventement et d'appui.

Ces travaux sont essentiels pour la stabilité de l'édifice, la sécurité des personnes, et la bonne conservation des archives. Le maître d'œuvre devra également évaluer la faisabilité des préconisations complémentaires sur les maçonneries (traitement des fissures, enduits respirants, etc...)

2.3 – - Mise en conformité incendie

L'opération inclura la mise en conformité incendie selon les constats du diagnostic établi par INGEPREV (Cf. annexe), en lien avec le classement ERP 5e catégorie.

2.3.1. Contexte général

- Le site est aujourd'hui considéré comme un ERP de 5^e catégorie recevant jusqu'à 100 personnes, dont 60 personnes au titre du public.
- Le bâtiment 1 est le seul bâtiment du site accueillant du public quotidiennement et pour des séances de travail prolongées (salle de lecture, salle d'exposition) ; les visites de groupes amènent toutefois des visiteurs à circuler dans le bâtiment 4.
- Le plancher haut du dernier niveau du bâtiment 1 est situé à plus de 8 m du niveau d'accès des secours, ce qui imposerait l'application du Code du travail (arrêté du 5 août 1992), particulièrement exigeant en matière :
 - De stabilité au feu ;
 - D'encloisonnement des circulations verticales ;
 - De façade accessible aux échelles des pompiers.

2.3.2. Points de conformité (éléments favorables)

- Le site dispose :
 - D'un SSI de catégorie A (niveau d'équipement élevé) ;
 - D'une détection incendie raccordée au PC sécurité situé dans le bâtiment Breil 4 (11 rue de la Maison Blanche) ;
 - D'un réseau RIA opérationnel ;
 - D'un agent SSIAP présent 24H/24 et 7j/7 ;
- La structure du bâtiment 1 semble historiquement organisée avec une distribution cloisonnée, qui est la base du cloisonnement traditionnel CF1h attendu pour les bâtiments dépassant 8 mètres.
- Les escaliers du bâtiment 1 sont désenfumés (même si imparfaitement).

Ces éléments forment une base exploitable pour la mise en conformité SI dans le cadre de la présente opération.

2.3.3. Problématiques majeures pour le bâtiment 1 (à régler dans le projet de rénovation)

A. Accessibilité des façades aux secours : non conforme

- Les façades du bâtiment 1 ne permettent pas actuellement une intervention par échelle aérienne dans des conditions optimales :
 - Dimensions insuffisantes des châssis,
 - Garde-corps gênants,
 - La conformité des voiries pompiers (accès des engins) est à vérifier.

Ce point est prioritaire : la rénovation devra, si nécessaire, reconfigurer au moins une façade (sur rue ou sur cour) et adapter/prendre en considération la voirie (largeur, rayon, hauteur libre).

B. Escaliers non conformes

- Les deux escaliers du bâtiment 1 ne sont pas encloisonnés, ils reçoivent trois portes par palier, ce qui est non conforme.
- Le désenfumage est présent mais l'implantation des exutoires est mauvaise (non en partie haute).

À prévoir :

- Encloisonnement complet des deux escaliers (parois CF1h + portes PF1/2h + ferme-portes),
- Reprise du désenfumage avec exutoires en sommet d'escalier.

C. Distribution intérieure à reprendre

- Les circulations actuelles n'offrent pas une protection CF1h continue, notamment dans les zones archives/bureaux.
- Locaux à risques à isoler (électricité, stockage, archives) : prévoir des parois CF1h, des portes PF1/2h avec ferme-porte.

La rénovation devra recréer des circulations protégées.

D. Sécurité des personnes à mobilité réduite (PMR)

- Aucune **évacuation différée sécurisée** n'a été constatée.

Si la configuration des locaux le permet, des espaces d'attente sécurisés (EAS) devront être intégrés (par exemple par réattribution des locaux ouvrants directement sur le palier).

2.3.4. Points techniques à intégrer dans le programme de travaux de rénovation

Sujet	Adaptations à prévoir
Façade accessible	Optimiser l'accès façade et vérifier la conformité des voiries pompiers
Escaliers	Encloisonnement et repositionnement exutoires de désenfumage
Circulations	Création de couloirs CF1h + portes coupe-feu normalisées
Locaux à risques	Isolements CF1h / PF1/2h systématiques
SSI catégorie A	Asservir tous les désenfumages au CMSI (non fait aujourd'hui)
PMR	Création de zones d'attente sécurisées

2.3.5. Synthèse

Le bâtiment 1 devra faire l'objet d'une mise à niveau importante en matière de sécurité incendie, intégrée au programme de désamiantage et de renforcement structurel.

Objectifs :

- Garantir l'accessibilité d'une façade aux secours (modification façade et voirie) ;
- Encloisonner et désenfumer correctement les escaliers (parois CF1h, portes PF1/2h, exutoires en sommet d'escalier) ;
- Isoler les locaux à risque (archivage, techniques, stockage) ;
- Asservir le désenfumage au SSI de catégorie A ;
- Intégrer des zones d'attente sécurisées pour les PMR.

2.4 – Mise en conformité de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR)

Dans le cadre de l'opération de désamiantage et de renforcement structurel du bâtiment 1 du CADN, qui relève d'un établissement recevant du public (ERP) de type S, le programme de travaux devra intégrer la mise en conformité du bâtiment 1 en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, conformément à la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des ERP existants lors de travaux.

À ce titre, la maîtrise d'œuvre devra :

- Évaluer l'accessibilité actuelle du bâtiment 1 dans le cadre de sa mission de diagnostic ;
- Proposer tous les aménagements nécessaires pour garantir l'accessibilité :
 - À la salle de lecture et à la salle d'exposition situées en RDC ;
 - Aux circulations verticales (mise en conformité de l'ascenseur ou installation d'un élévateur, largeurs de portes, paliers, mains courantes...) ;
 - Aux locaux de travail et sanitaires accessibles aux personnels en situation de handicap ;
- Vérifier la conformité des revêtements de sol, des cheminements intérieurs et extérieurs (rampe PMR existante à vérifier), des seuils, de la signalétique (visuelle et sonore), et des dispositifs d'appel ;
- Vérifier la conformité du stationnement PMR, en lien avec les accès principaux du bâtiment ;
- Assurer la compatibilité entre les exigences d'accessibilité et les contraintes techniques liées au renforcement structurel, au désamiantage et à la mise en conformité de la sécurité incendie.

Les travaux programmés devront ainsi permettre de répondre aux exigences réglementaires pour assurer l'accessibilité des PMR (public et travailleurs) aux différents niveaux du bâtiment 1.

2.5 Autres travaux potentiels

Le maître d'œuvre devra également en phase études évaluer la nécessité de :

- Reprendre ponctuellement les couvertures (y compris isolation) ;
- Adapter les installations de ventilation (CTA, VMC) et les courants forts ;
- Modifier les distributions intérieures affectées par les désamiantages ou renforcements ;
- Conserver ou adapter les rayonnages d'archives selon leur état et leur compatibilité structurelle.

Les techniques et matériaux permettant de déstabiliser le moins possible le climat des magasins devront être systématiquement recherchées. Le MOA sera systématiquement alerté sur les risques le cas échéant.

3. Relocalisation temporaire des agents et des archives

3.1 –Relocalisation des agents

L'objectif est de garantir la continuité des missions du CADN tout en assurant la mise en sécurité totale du bâtiment 1, rendu intégralement disponible pour les interventions de désamiantage et de renforcement structurel.

Avant travaux, il est souhaité une relocalisation intégrale des agents et des fonctions du bâtiment 1.

Afin de permettre la libération complète du bâtiment 1 pendant toute la durée des travaux, l'ensemble de ses occupants, agents comme usagers, seront relocalisés temporairement dans d'autres bâtiments du site.

Les 30 à 32 postes de travail (28 agents + vacataires et prestataires) seront répartis entre, d'une part, des surfaces existantes densifiées dans le bâtiment 4 (qui devrait accueillir à terme environ 10 à 12 postes de travail), et d'autre part, des espaces aménagés spécifiquement au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage du bâtiment 3 (pour environ 15 à 20 agents).

Les aménagements temporaires à créer dans le bâtiment 3 incluront non seulement des bureaux pour une vingtaine d'agents, mais également les locaux fonctionnels nécessaires à l'activité du centre, à savoir : une salle de réunion, une salle de repos, ainsi qu'une salle de lecture provisoire ouverte au public (environ 10 à 12 places), avec ses annexes indispensables : dépôt temporaire pour les documents, salle de préparation des commandes, vestiaires et toilettes accessibles aux lecteurs.

3.2 –Relocalisation des archives

Le CADN assurera le transfert :

- Des archives non amiantées (environ 4,5 km linéaires) hors du bâtiment 1 ;
- Des collections de bibliothèque ;

- Des archives amiantées (environ 1 km linéaire) vers le bâtiment 4. La pollution à l'amiante des archives provient de leur conditionnement à l'étranger avant rapatriement et n'est donc pas issue d'une pollution locale au CADN.

3.3 –Espace de lecture : solution temporaire

Afin de permettre la libération complète du bâtiment 1 pendant la durée des travaux, y compris de ses espaces ouverts au public, il est prévu d'aménager une salle de lecture temporaire dans le bâtiment 3, à proximité des bureaux provisoires des agents relocalisés.

Cette salle de lecture, de format réduit, permettra d'assurer la continuité du service public dans des conditions adaptées, avec une capacité d'accueil limitée à environ 10 lecteurs simultanés (10 à 12 selon les conclusions des études). Les aménagements nécessaires (mobilier, réseau, équipements d'accueil) seront étudiés dans le cadre de la présente opération.

Cette solution permettra de préserver l'accès aux fonds d'archives pendant toute la durée du chantier, tout en respectant les exigences de sécurité liées aux travaux.

4. Phasage prévisionnel de l'opération y compris la sous-opération de relocalisation

La réalisation des travaux de désamiantage et de renforcement structurel du bâtiment 1 nécessite préalablement sa libération. Cela suppose de :

- Relocaliser temporairement les agents du bâtiment 1 dans le bâtiment 3 dans lequel de menus travaux d'aménagement sont nécessaires. Cette sous-opération est intégrée dans la présente opération ;
- Relocaliser les archives historiques amiantées et non amiantées du bâtiment 1 (opération gérée directement par le CADN, à considérer dans la planification générale du projet)

Ainsi, le phasage prévisionnel de l'opération serait le suivant :

- 2025 :
 - Lancement de la procédure de désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre
- 2026 :
 - Notification du marché de maîtrise d'œuvre
 - Réalisation des études et diagnostics complémentaires.
 - Consultation des entreprises. Deux procédures distinctes de désignation des entreprises sont envisagées :
 - Recours à des accords-cadres existants pour les menus travaux d'aménagement à réaliser dans le bâtiment 3
 - MAPA pour les travaux à réaliser dans le bâtiment 1
 - Libération des locaux du bâtiment 3 destinés à accueillir temporairement les agents du bâtiment 1 (prestations assurées par la maîtrise d'ouvrage)

- Réalisation des menus travaux d'aménagement dans le bâtiment 3 (zone centrale et local 133) pour la relocalisation temporaire d'une vingtaine d'agents en provenance du bâtiment 1.
 - Relocalisation de la totalité des agents du bâtiment 1 (environ 20 personnes) dans les espaces aménagés du bâtiment 3.
 - Transfert des collections de bibliothèque et des archives historiques non amiantées du bâtiment 1 vers le bâtiment 3 (opération gérée par le CADN)
 - Transfert des archives historiques amiantées du bâtiment 1 vers le bâtiment 4 (opération gérée par le CADN)
 - Libération de la totalité du bâtiment 1
- 2027 :
 - Réalisation des travaux de désamiantage et de renforcement structurel (y compris et traitement antiparasitaire de la structure bois) du bâtiment 1, y compris mise en conformité de la sécurité incendie et de l'accessibilité PMR
 - Réinstallation des agents dans le bâtiment 1 à l'issue des travaux (fin 2027)
 - Réinstallation des collections de bibliothèque et des archives historiques non amiantées (2028) (opération gérée par le CADN).

La maîtrise d'œuvre devra intégrer ce séquençement en deux temps dans sa méthodologie :

1. Relocalisations temporaires (agents/public) dans les bâtiments 3 et 4 ;
2. Désamiantage et rénovation du bâtiment 1.

Les changements dans les plannings de travaux seront immédiatement notifiés au MOA, afin que le CADN puisse en tirer les conséquences en termes de communication avec le public sur les éventuels impacts sur l'accès à la salle de lecture et aux fonds d'archives.

5. Usages envisagés du bâtiment 1 après rénovation

À l'issue de l'opération de désamiantage et de renforcement structurel, le bâtiment 1 du CADN retrouvera une vocation mixte, articulée autour des fonctions d'accueil du public, de travail administratif et de conservation d'archives.

Les usages pressentis par niveau sont les suivants :

- Rez-de-chaussée :
 - Maintien des usages actuels avec des espaces ouverts au public (incluant la salle de lecture et la salle d'exposition) et des bureaux. Ces espaces devront répondre aux normes ERP en matière d'accessibilité, de sécurité incendie et de confort d'usage ;
 - Des bureaux pour l'administration du CADN.
- 1er étage : usage mixte combinant prioritairement des espaces de bureaux pour les agents du centre et des espaces de stockage et de tri des archives (à définir selon les contraintes structurelles et techniques) ;
- 2ème et 3ème étages : affectation à l'archivage, avec installation de rayonnages fixes dédiés à la conservation définitive, sous réserve de la compatibilité technique avec la structure du bâtiment renforcée. L'aménagement envisagé prévoit quatre magazines d'archives par niveau.

Le maître d'œuvre devra confirmer et ajuster ces usages en études, en tenant compte :

- Des besoins fonctionnels du CADN ;
- Des contraintes techniques et réglementaires (portance, sécurité, flux, ventilation, etc.).

6. Capacité d'archivage du bâtiment 1 après rénovation

À l'issue des travaux de désamiantage, de renforcement structurel et de réaménagement, le bâtiment 1 retrouvera une capacité fonctionnelle d'accueil d'archives dans ses niveaux supérieurs (R+1 à R+3), en complément de ses fonctions d'accueil du public et de bureaux.

L'objectif de portance des planchers est fixé à 500 kg/m² minimum, permettant l'installation de rayonnages fixes pour archivage définitif dans les niveaux R+2 et R+3, sous réserve des résultats définitifs des études structure et des arbitrages budgétaires.

Une première estimation capacitaire post-travaux pourra être établie comme suit :

Niveau	Type d'usage	Surface estimée pour les archives	Capacité potentielle d'archivage
R+1	Usage mixte (bureaux + archives)	~350 m ²	
R+2	Magasins d'archives	~720 m ²	3,3 km linéaires (6 niveaux d'étagères)
R+3	Magasins d'archives	~720 m ²	3,7 km linéaires

Capacité totale estimée post-rénovation : environ 7km linéaires sur les niveaux R+2 et R+3, à confirmer en études selon les contraintes techniques.

La compatibilité fine entre charge admissible, hauteur libre, circulation des flux, ventilation et dispositifs de sécurité sera analysée par la maîtrise d'œuvre.

7. Coût prévisionnel des travaux et rémunération du maître d'œuvre

Le coût prévisionnel des travaux est évalué comme suit :

- Désamiantage (étages 1, 2 et 3) : 400 K€ HT

- Renforcement structurel : 1,8 M€ HT, selon estimatif diagnostic structure pour garantir une portance de 500 Kg/m²
- Aménagements temporaires dans le bâtiment 3 : 270 000 €HT sur la base d'un ratio coût travaux de 1 000 € TTC/m² et d'un ratio de 16m² SUB/agent.
- Sécurité incendie (encloisonnement des escaliers, désenfumage, etc...) : 150 K€ HT

Le coût global prévisionnel des travaux est ainsi évalué à 2,62 M€ HT.

Ce montant n'intègre pas encore :

- D'éventuels travaux sur les fluides (VMC, CTA, électricité) ;
- Les adaptations des circulations et cloisons (cf. paragraphe 2.5) ;
- Les éventuels remplacements ou adaptations des rayonnages.

Rémunération du maître d'œuvre

La rémunération forfaitaire provisoire du maître d'œuvre sera calculée sur la base de ce coût prévisionnel.

Elle sera ajustée par avenant à l'issue de l'étude d'avant-projet définitif (APD), en fonction des options retenues parmi les scénarios suivants :

Scénario	Contenu	Objet
Scénario 1	Désamiantage seul	Sécurisation minimale
Scénario 2	Désamiantage + renforcement structurel + mise en conformité incendie	Pérennisation de l'activité "archives"
Scénario 2.1	Scénario 2 + accessibilité PMR RDC uniquement	Mise aux normes partielle
Scénario 2.2	Scénario 2 + accessibilité PMR tous niveaux	Mise aux normes complète

Le choix du scénario définitif sera opéré par la maîtrise d'ouvrage à l'issue des études APS, en fonction :

- De la soutenabilité budgétaire,
- Des arbitrages d'usage à long terme,
- Des contraintes techniques identifiées.

Annexes :

- Pré-rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'un immeuble bâti (Bureau Veritas_20/9/2024)
- Rapport de repérage du plomb avant travaux (Bureau Veritas_15/7/2024)
- Étude de diagnostic structurel du bâtiment 1 (M. PERICOLO_octobre 2024)
- Rapport de constat de l'état parasitaire (Bureau Veritas_8/7/2024)
- Rapport de mesurage du radon dans le bâtiment 1 (Bureau Veritas_20/05/2025)

- Rapport d'études G2 AVP (Hydrogéotechnique_4/11/2024)
- Compte-rendu de suivi piézométrique (Hydrogéotechnique_27/8/2025)
- Étude historique et technique de la pollution pyrotechnique (BETAREG_07/2024)
- Audit accessibilité des bâtiments 1 et 4 (Bureau Véritas Solutions_04/2023)

Nota : Les documents suivants seront consultables uniquement sur site le jour des visites obligatoires :

- Plans du bâtiment
- Plan de détection des réseaux (Quarta_05/06/2023)
- Audit en sécurité contre l'incendie (INGEPREV_21/10/2024)